

TOURISME

Le ministre du Tourisme des Seychelles veut faire de la Réunion un hub européen

"Dans le cadre des Iles Vanille, plutôt que de se concurrencer, il est plus constructif de travailler ensemble pour assurer un vrai développement". Michel Saint-Ange, ministre seychellois du Tourisme, plaide pour une vraie coopération inter-îles avec pour la Réunion, le rôle de hub européen dans l'océan Indien.

« **L**a Réunion a vocation à devenir un hub européen au cœur de l'océan Indien ». Dans la bouche de Michel Saint-Ange, ministre seychellois du Tourisme et de la Culture, cette déclaration a de quoi surprendre. Venant de Madagascar où il a participé au salon international du tourisme, et avant de regagner les Seychelles via Maurice, Michel Saint-Ange dont le mandat à la tête des Iles Vanille a été reconduit, a passé une journée dans notre île afin d'approfondir ses contacts avec l'île de la Réunion tourisme (IRT).

Le ministre seychellois du Tourisme défend une stratégie originale. « *La Réunion a un atout. Elle est la pointe avancée de l'Europe dans l'océan Indien. Elle doit en être la porte d'entrée. A partir d'ici, les touristes européens doivent avoir la possibilité de rayonner dans la zone.* » « *L'aéroport Réunion Roland-Garros doit être le hub d'Air France dans le sud de l'océan Indien. Nous essayons de convaincre la compagnie française d'abandonner ses autres destinations dans la zone pour se concentrer sur la Réunion et en faire un pôle d'éclatement.* »

Pour Michel Saint-Ange, la mise en service régulier par Emirates de l'A380 en novembre sur Maurice est susceptible de changer la donne. « *Emirates travaille en partage de code avec Air Mauritius. Elle sera en mesure de proposer toute l'année un tarif très attractif, Réunion - Maurice - Dubaï - Paris contre lequel Air France aura du mal à riposter.* » « *Dans le cadre des Iles Vanille, nous apporterons notre soutien logistique aux*



Michel Saint-Ange, ministre seychellois du Tourisme et de la Culture (photo Eric Lejoyeux).

compagnies dont les lignes touchent au moins deux îles. Prenez Air Austral qui dessert au départ de Paris, la Réunion mais aussi dans le prolongement Maurice. Elle peut compter sur le soutien des Iles Vanille. En revanche, Air France qui dessert séparément Tananarive, la Réunion, Maurice ne bénéficiera pas de notre support. De même Air Seychelles qui ne dessert que Maurice et que nous espérons faire venir à la Réunion. Avec Air Madagascar, nous allons démarcher la Chine. Les touristes chinois arrivant à Tananarive auront la possibilité de poursuivre vers les autres îles de l'océan Indien. » Michel Saint-Ange ne croit pas à la stratégie

des promotions tarifaires présentée il y a peu à la Réunion par son homologue mauricien. « *Il est plus judicieux d'offrir un tarif acceptable toute l'année. Maurice, avec une baisse de 4 % de fréquentation, souffre. Beaucoup d'hôtels ont été construits. En baissant les tarifs, les Mauriciens espèrent combler un creux. Ce n'est pas judicieux. Aux Seychelles, la fréquentation touristique a augmenté de 15 %.* Dans le cadre des Iles Vanille, plutôt que de se concurrencer, il est plus constructif de travailler ensemble pour assurer un vrai développement. »

Le ministre seychellois du Tourisme a par ailleurs confirmé que les

Maldives rejoindraient les Iles Vanille et que les séances photos de Miss Réunion 2014 se dérouleraient aux Seychelles. Il a annoncé l'arrivée de Turkish Airlines à Tananarive avant la fin de l'année. La compagnie turque pourrait poursuivre vers l'une des îles des Mascareignes. Pour sa part, Pascal Viroleau, directeur de l'IRT, a indiqué que l'organisme était en négociation avec trois compagnies européennes. Le principe serait de leur fournir un soutien logistique si elle se décidait à desservir la Réunion à partir de capitales européennes.

Alain Dupuis

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CBO Territoria cherche à rassurer ses investisseurs sur leurs dividendes



Éric Wuillai aux actionnaires : « *Encore un peu de patience ! Rappelez-vous la fable du lièvre et de la tortue !* » (photo d'archives).

« *De bonnes performances dans un environnement global tendu* », c'est ce qu'a voulu mettre en avant le groupe CBO Territoria à l'occasion d'une assemblée générale organisée hier à Sainte-Marie. Une manière de relativiser un chiffre d'affaires de 109,5 millions d'euros, en baisse de 8 % en 2012 par rapport à 2011. Une évolution disparate puisque le chiffre d'affaires des revenus locatifs augmente de 17 % à 13 millions d'euros, alors que celui de la promotion immobilière diminue de 12 % à 91,5 millions d'euros, pour les raisons avancées de l'instabilité fiscale et du retard administratif sur deux chantiers.

Pour autant, c'est encore la « *robustesse* » de son résultat net qu'a voulu faire valoir le groupe, un chiffre en repli de 2 % à 16,2 millions d'euros - soit 0,51 euro par action. Quant au résultat des activités (19,7 millions d'euros), il subit une baisse de 6 % contre une légère hausse (+1 %) pour

le résultat avant impôt de 21,9 millions d'euros, lequel se maintient grâce à l'ensemble des métiers du groupe.

Globalement, le résultat 2012 est soutenu par la progression des revenus locatifs (11,9 millions d'euros en 2012). L'activité de Foncière y a contribué de façon croissante l'an passé (47 % de la marge totale d'activité en 2012 contre 39 % en 2011). Celle-ci a notamment franchi une étape importante avec la mise en chantier du centre commercial E. Leclerc sur le parc d'activité du Portail.

Et pour contribuer au développement de Foncière, le groupe a renforcé ses capacités financières. Cette évolution est passée par la diversification de ses sources de financement et notamment l'émission d'Océane (obligations convertibles en actions) en décembre 2012, qui a permis de lever 26,5 millions d'euros de fonds. « *Un « vif succès » pour Éric Wuillai,*

PDG du groupe CBO Territoria, qui *confirme la confiance des investisseurs* ».

FONCIÈRE, L'AXE DE DÉVELOPPEMENT PRIORITAIRE

Le groupe met aussi en avant un niveau d'endettement net global « *maîtrisé* » (43 %), en lien avec le cash flow généré, soit 15,5 millions d'euros, en baisse de 7 % en 2012 par rapport à 2011.

Une situation globale qui ne modifie pas, selon Éric Wuillai, les objectifs d'investissement pour le développement de l'activité de Foncière qui doivent s'accélérer cette année. Le groupe projette une croissance de 8 % des revenus locatifs à 14 millions d'euros en 2013, et confirme l'objectif de 360 millions d'euros d'actifs de rendement à fin 2015.

Sur ces bases, le groupe a proposé à l'assemblée générale hier le verse-

ment d'un dividende de 0,10 euro par action, en hausse de 11 % par rapport à 2012.

« *Nous avons une certaine frustration sur la progression du dividende, admet Éric Wuillai. La décote est importante pour toutes les foncières, mais elle l'est plus encore pour CBO Territoria (-35 %, ndlr). Le dividende va devoir progresser de façon plus significative pour mieux rémunérer les investisseurs... Encore un peu de patience ! Rappelez-vous la fable du lièvre et de la tortue !* »

Dans ce contexte, le PDG a mis en avant l'utilisation par le groupe de ses propres capacités pour dégager de nouvelles ressources financières, plutôt que le recours à de nouveaux investisseurs.

Et Jérôme Burgaud, directeur général adjoint de CBO Territoria de conclure : « *La valeur intrinsèque de l'entreprise continue de progresser. La valeur engrangée n'est pas perdue. Elle sera reconnue à un moment.* »

Séverine Dargent